

Le congrès d'orientation de Québec solidaire de la fin mai 2016

Sortir de l'ornière constituante pour « sortir du pétrole »

Le congrès de révision programmatique de Québec solidaire de la dernière fin de semaine de mai 2016 se transforme, comme on pouvait le prévoir, en un congrès de ré-orientation du parti. Le défi vise à faire muer Québec solidaire d'honnête parti écologique de la bonne conscience distributive, cadenassé dans le 10% de l'électorat vertueux protestant contre les trois chevaliers de l'austérité crapuleuse et pétrolière, en un parti de gouvernement quitte à faire un stage dans l'opposition officielle. Font pression en ce sens tant l'histoire récente — dix ans après sa fondation, le PQ dirigeait le demi-État québécois — que la conjoncture du « débarrassez-nous des Libéraux » piégée dans la division des partis nationalistes impuissants devant le mur fédéraliste adossé au conservatisme du statu quo et au vote anglophone.

Comme lors du congrès de fondation au début 2006, le prochain congrès de la « refondation » aura lieu dans une conjoncture de très probable défaite majeure des classes populaires à moins d'un sursaut des femmes bas-salariées de la FSSS (80% des 110 000 membres) abandonnées de tous¹. Sur le tard, poussant jusqu'à l'absurde le consensus, le parti bénissait tant les pour que les contre l'entente pourrie entre le Front commun et le gouvernement². Son Intersyndicale, protégeant la direction Solidaire en se tenant sur son flanc gauche, s'empressait de faire un post-mortem avant même la conclusion des votes tout en atténuant la critique faite aux directions syndicales, alliés réels ou potentiels de la direction Solidaire³.

La déconnexion des luttes sociales

Ce contexte général, et en particulier ce comportement de la direction Solidaire à l'encontre de la lutte pour la justice sociale et de celle féministe pour l'égalité, n'annoncent pas une revalorisation du parti de la rue lié aux mouvements sociaux et rompant stratégiquement avec le PQ⁴. Le principal débat du prochain congrès ratatinant la stratégie vers l'indépendance à celle de la Constituante en est le signe le plus probant⁵. Choisir entre trois variantes d'assemblée constituante dans le contexte de la triptyque des trois votes (gouvernement Solidaire, Constituante, référendum) élimine d'emblée toute stratégie centrée sur la mobilisation sociale. Sans compter que cette voie essentiellement institutionnelle favorise une alliance électoraliste centriste, ni gauche ni droite, et souverainiste, autonomiste-indépendantiste, de sorte à gagner les élections sur la base de la promesse d'une Constituante ouverte mais sans garantie, tacite ou explicite, de référendum lors du premier mandat faute de temps.

Cette déconnexion des rapports de force sociaux tels que légués par l'histoire et par la conjoncture se constate dans plusieurs textes partie prenante du « *débat sur la question nationale* ». Certaines des contributions ne sont qu'une fastidieuse jonglerie abstraite

1 Voir sur mon site, [Le grand reniement tous azimuts](#), 30/03/16

2 Communiqué, [Négociations du secteur public: « De l'argent, il y en a, M. Hamad! », Françoise David](#), 5/02/16

3 À son unique assemblée publique post-mortem avant l'heure, cette Intersyndicale invitait les deux présidents des fédérations dissidentes leur permettant ainsi de se blanchir de leur refus de remobilisation gréviste pour reconstruire le rapport de forces. En complément, leur organe de presse, Presse-toi-à-gauche, mettait à la une de son site un texte de la direction de la CSN ([Campagne Refusons l'austérité : Feuille de route pour une relance](#), 29/03/16), accompagné d'une photo montrant son président le poing en l'air à la PKP, texte complètement silencieux à propos du Front commun et de ses suites mais se « pettant les bretelles » de relancer la lutte contre l'austérité... sans plan d'action.

4 Le dirigeant de Presse-toi-à-gauche prétend ([Les défis du dépassement : Québec solidaire à la croisée des chemins](#), 22/03/16) que ce « type A » est une alternative à l'électoraliste « type B » mais sans aucunement analyser ni les rapports de force internes — il aurait fallu qu'il rattache la direction du parti au type B, ce qui va à l'encontre de son alliance avec elle — ni l'insertion du parti dans les luttes sociales de l'heure — il aurait fallu passer au crible la position du parti par rapport au Front commun et celle de son Intersyndicale dite par lui de type A, ce dont on peut douter.

5 Marc Bonhomme, [Le débat sur l'indépendance au congrès Solidaire de mai : les alternatives sur la table mène au cul-de-sac du faux-débat](#), Presse-toi-à-gauche, 20/03/16 : Il est étonnant que mon analyse de la stratégie Solidaire ait été refoulé à la colonne « Votre opinion » alors qu'elle fait pleinement partie du « débat sur la question nationale ».

d'universitaires coupés des luttes sociales⁶. Cette valse de concepts étherés risque fort de contaminer les débats du congrès en y créant d'artificielles divisions et une frustration générale.

D'autant plus que d'autres débats programmatiques proposés sont aussi déconnectés de la réalité et non parfois sans abstraction ou généralisation induite :

- « Intégration » ou « inclusion » de l'immigration mais sans discuter concrètement du degré d'ouverture des frontières, y compris de frontières ouvertes dans un Québec indépendant;
- Apprentissage (obligatoire?) du français mais sans rien spécifier sur l'obligation des employeurs de recourir au français comme langue de travail;
- Défense des minorités en général mais est-ce aussi la défense des droits/privilèges (?) de la minorité anglophone y compris de ses fortes institutions?;
- Promotion de l'économie sociale en général ou seulement dans le cadre d'une économie solidaire (socialiste?) car dans le cadre d'une économie de l'austérité, l'économie sociale se substitue, avec précarité et bas salaires, aux services publics coupés?;
- Promotion des PME jusqu'à quelle taille?, de la sous-traitance et de la franchise?, jusqu'à quel point exiger d'elles les mêmes salaires et conditions de travail que les grandes entreprises au risque de provoquer leur faillite? Entendons-nous par PME plutôt les PPE (p'tites p'tites entreprises) ou les coopératives... à la Desjardins, Coop fédérée et Agropur, réputées pour leur anti-syndicalisme, ou les sociétés sans but lucratif autogérés?;
- Reconnaissance du travail domestique mais comment? Par le salaire à la ménagère ou par la socialisation des tâches ménagères?.

Le débat crucial du congrès n'est pas celui apparent

Le réel débat crucial qui recèle le projet de société requérant l'indépendance, mais qui n'en a pas l'air dans le cahier de résolutions du congrès, sera celui portant sur les « *cibles de réduction des gaz à effet de serre* » complété par celui portant sur « *l'écofiscalité du carbone* ». Le bout de phrase clef est celui-ci : « ... *il faut accélérer la transition énergétique pour la période entre 2018 et 2030 de façon à atteindre 67% de réduction en dessous du niveau de 1990.* » L'argumentaire en annexe du cahier de résolutions justifie cet objectif⁷. Malheureusement, la proposition de la Commission politique, tout en évitant le piège de seulement avoir un objectif à long terme — l'objectif proposé pour 2050 est de 95%, soit le seuil élevé de la fourchette des Libéraux, alors que le modéré Climate Action Tracker⁸ propose des émanations négatives⁹ — tombe dans le piège de ne fournir aucun objectif à court terme, au moins pour 2025¹⁰.

Un objectif précis à court terme est impérieux pour deux raisons, une politique, l'autre scientifique. Politiquement, on connaît très bien la propension politicienne à pelleter en avant

6 Par exemple le texte « L'Assemblée constituante comme art du possible » et la réponse à ce texte

7 Cet annexe du cahier de résolutions est reproduit... en annexe de ce texte. On trouvera un argumentaire plus développé dans mon texte « [Des cibles GES pour atteindre le plein emploi écologique](#) », Presse-toi-à-gauche, 6/03/16

8 Le Climate Action Tracker (CAT) est un organisme très crédible dans les milieux scientifiques et largement cité par les médias. En terme de cibles, il est plutôt prudent, d'une prudence scientifique. Par exemple, CAT évaluait la hausse de température pour 2100 à partir des plans nationaux pour le COP21 à 2.7 degrés C, chiffre largement repris par les médias, alors que plusieurs autres sources estiment que cette hausse serait supérieure à 3 degrés.

9 Il faut prévoir de la séquestration écologique forestière (reforestation, conservation, bois coupé pour la construction seulement) et agricole (agriculture biologique sans intrants pétroliers où la terre incorpore les déchets organiques). Selon le Rapport d'inventaire national 1990-2013 du Canada, "*Le secteur ATCATF [Affectation des terres, changement à l'affectation des terres et foresterie] a été un puits net de 15 Mt en 2013; conformément aux directives de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) pour la notification des inventaires, ces émissions sont exclues des totaux de l'inventaire national.*"

10 Pour le Québec, la méthode archi-banale de la droite rectiligne entre 2013 (8% de réduction de GES) et 2030 (67%) donne une réduction de près de 50% pour 2025. L'hypothèse de la Commission politique qui suppose une stagnation de la performance du Québec d'ici 2018, ce qui se justifie étant donné un léger recul de celle-ci entre 2012 et 2013, donne, selon le tableau de l'annexe du cahier de résolutions, une réduction de 42% pour 2025 (le gouvernement a une cible de 37,5% pour 2030).

toute tâche difficile qui ne serait pas impérative dans un premier mandat d'autant plus que les faiseurs d'opinion publique, acquis aux intérêts du capital, ne poussent pas à la rupture du statu quo. Scientifiquement, il faut résonner en termes de bilan carbone c'est-à-dire qu'une baisse de GES tard est de moindre apport qu'une baisse identique tôt. En termes de bilan, une même baisse tôt est récurrente par la suite. Dit mathématiquement, ce qui compte est la surface sous la courbe entre A et B pas la courbe elle-même, l'intégrale de la courbe pas l'équation de la courbe.

La tâche prioritaire d'un gouvernement Solidaire : l'anti-austérité urgence climatique

C'est donc dire que la tâche prioritaire de tout gouvernement Solidaire sera le plein emploi écologique implanté à la vitesse grand V dès le premier jour au gouvernement. Ce n'est pas pour rien que la Conférence de Paris, malgré toutes ces insuffisances et subterfuges au niveau des moyens, a été contrainte, sous la pression combinée des pays dépendants, des scientifiques et du mouvement écologiste, de viser une hausse maximale de 1.5°C et non l'arbitraire 2°C¹¹. L'urgence de la tâche sera d'autant plus grande que la nouvelle stratégie énergétique du Québec, déjà très déficiente en moyens pour atteindre une cible insuffisante, ne mobilise aucun budget supplémentaire¹², qu'elle « *manque une occasion historique de fermer résolument la porte à la production de pétrole et de gaz en sol québécois [...et] refuse également de se mettre dans le chemin des pipelines venus de l'Ouest* »¹³, qu'elle laisse l'éolien se financer par les seules exportations¹⁴ et qu'elle prévoit une utilisation accrue du gaz naturel¹⁵, comme prétendue transition, alors qu'on vient de solidement prouver, qu'à cause de ses émanations de méthane jusqu'ici sous-évaluées, il est aussi générateur de GES que les autres combustibles fossiles¹⁶.

L'urgence climatique, par son plein emploi écologique¹⁷, est la solution à l'austérité, ce que devrait détailler le plan « Sortir du pétrole » libéré de la tutelle du capital financier. Elle est aussi la clef de la stratégie indépendantiste. Cette urgence nécessite la mobilisation de toute l'épargne nationale sous contrôle fédéral, et non seulement une réforme radicale de la fiscalité, ce qui requiert l'expropriation des banques, noyau de la mainmise de Bay Street sur le peuple québécois. S'y ajoute la régie de tout le domaine énergétique et des transports pour casser le mépris des

-
- 11 Justin Gillis, [Scientists Warn of Perilous Climate Shift Within Decades, Not Centuries](#), New York Times, 22/03/16 : L'équipe de recherches sous la direction de James E. Hansen établit qu'il y a une probabilité significative, non prise en compte par le GIEC, de tempêtes gigantesques dans l'Atlantique Nord et surtout de fonte accélérée des glaciers du Groenland et de l'Antarctique Ouest dans les prochaines décennies à cause d'un réchauffement de l'Atlantique plus important que celui prévu par les modèles à la base de prédictions du GIEC (voir en particulier la vidéo en référence).
 - 12 Normand Mousseau, [Un document qui n'est pas sans mérite](#) (sic, NDLR), Le Devoir, 9/04/16 : « ...le gouvernement prévoit [...] un budget de 4 milliards sur 15 ans. Cela représente, en gros, le simple rapatriement des sommes déjà consacrées à l'efficacité énergétique, environ 250 millions par année, sans financement additionnel. »
 - 13 Communiqué Québec solidaire, [Politique énergétique 2016-2030: « L'énergie au service du Québec ou des lobbys et des firmes de génie conseil ? »](#) – Manon Massé, 7/04/16
 - 14 François Desjardins, [Et si le Québec exportait du vent?](#), Le Devoir, 9/04/16 : « Le gouvernement Couillard veut accroître de 25 % la production d'énergie renouvelable, sans soutenir lui-même de nouveaux parcs éoliens. La réponse pourrait se trouver de l'autre côté de la frontière. »
 - 15 Alexandre Shields, [Quinze ans pour amorcer le sevrage](#), Le Devoir, 8/04/16 : « Québec espère en fait réduire de 40 % le recours aux produits pétroliers. Comment y parvenir ? Le premier ministre a simplement mentionné l'électrification des transports, mais aussi le recours à un combustible fossile de "transition", le gaz naturel, qui devrait prendre beaucoup plus de place au cours des prochaines années. »
 - 16 Bill McKibben, [Obama, Fracking & Global Warming's Terrifying New Chemistry](#), The Nation par ESSF, 23/03/16 : « ...ces nouvelles données de Harvard, qui viennent sur les talons d'autres enquêtes aériennes montrant de très importantes fuites de méthane, suggèrent que notre nouvelle infrastructure de gaz naturel répand du méthane dans l'atmosphère en quantité record. Et molécule pour molécule, ce méthane imbrûlé est beaucoup, beaucoup plus efficace pour piéger la chaleur que le dioxyde de carbone. [...] Ces fuites sont assez grandes pour éliminer une part importante des gains provenant des efforts de l'administration Obama, tous ces mines de charbon fermées et ces voitures économes en carburant. En fait, il est même possible que la contribution de l'Amérique eu égard au réchauffement climatique ait augmenté au cours des années Obama. » (Ma traduction)
 - 17 On ne dira jamais assez que les emplois dans les secteurs éducation, santé, services sociaux et garderies sont intrinsèquement écologiques parce que d'une part ils n'impliquent qu'essentiellement de l'énergie humaine et que d'autre part ils « volent » du temps au consumérisme en faveur de construire de riches relations personnelles. Faut-il souligner l'étroite corrélation écologie-féminisme qui en découle. Bien sûr, il faut leur ajouter les emplois en agriculture biologique, qui se substituent partiellement à la mécanisation, aux engrais et aux pesticides, ceux dans la réhabilitation écologique des bâtiments, dans les transports collectifs et dans les énergies renouvelables.

TransCanada et Canadien Pacifique. Tant mieux si Ottawa décidait d'embarquer dans la grande aventure du plein emploi écologique (tout en laissant le Québec rétablir la plénitude de la loi 101). Mais il traîne le boulet des sables bitumineux et de ses oléoducs, et du *Quebec bashing* quasi intrinsèque au nationalisme canadien. Reste la voie de la moindre résistance : l'indépendance.

L'indépendantisme écologique

C'est en proposant cette stratégie d'indépendantisme écologique anti-austérité que Québec solidaire contribuera à la renaissance d'une mobilisation de libération nationale et d'émancipation sociale renouant avec la grève sociale quasi permanente de 1966 à 1976. C'est cette mobilisation qui sera le moteur menant à un gouvernement Solidaire. C'est la mise en branle de cette stratégie qui gagnera la majorité à l'indépendance, faisant de la Constituante une formalité institutionnelle dont la modalité sera à régler en temps et lieux, et qui provoquera une sympathie pan-canadienne et au-delà évitant une rétorsion chauvine diplomatique, financière ou même militaire¹⁸.

Marc Bonhomme, 10 avril 2016

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

Annexe

En 2007, en ciblant une réduction de 2°C, le groupe spécialisé des Nations unies, le GIEC, a indiqué que les pays anciennement industrialisés comme le Québec doivent pour 2020 abaisser jusqu'à 40% leurs émanations de gaz à effet de serre (GES) par rapport au niveau de 1990. Depuis la fixation de cette cible, la science nous indique qu'une augmentation de 2°C serait trop dangereuse ce qui a amené la Conférence sur le climat de Paris de 2015 à préconiser de limiter la hausse de la température à 1.5 degré centigrade audessus du niveau préindustriel à l'horizon de 2100. En 2013, le Québec n'avait réduit ses émanations de GES que de 8% par rapport au niveau de 1990. L'IRIS en a déduit qu'à ce rythme le budget carbone du Québec sera totalement dépensé d'ici 2037 alors qu'il devrait durer jusqu'en 2100.

Selon un organisme de recherche très crédible dans les milieux scientifiques et largement cité, le Climate Action Tracker, pour ne pas dépasser la limite de 2 degrés le « Canada a besoin de se fixer pour 2030 un objectif de 67% en dessous des niveaux de 1990 et les émissions du Canada auraient besoin d'être négatives en 2050. » alors que pourtant les émissions canadiennes de GES dépassent en 2013 de 19% le niveau de 1990. Il est donc important de travailler à rattraper le retard accumulé par les gouvernements précédents en accélérant la réduction des émissions de GES dans la prochaine décennie, c'est-à-dire 3 mandats gouvernementaux, contrairement aux autres partis qui proposent de garder le gros de l'effort pour la période 2040-2050.

Cet effort accentué de 2018 à 2030 est d'autant plus possible que les réductions les plus grandes peuvent se faire rapidement en éliminant sur 12 ans les hydrocarbures dans les transports et le chauffage des bâtiments par exemple. Le reste de la diminution afin d'atteindre 100% pour 2050 par rapport au niveau de 1990, pourra se faire par des moyens plus lents demandant de la recherche et développement tel que la conversion des procédés industriels, des changements dans le secteur de l'agriculture, etc.

¹⁸ L'ordre du jour du congrès et l'étroitesse des débats prévus rendent difficiles la promotion de cette stratégie. Non seulement le débat sur la stratégie de l'indépendance se réduit-il à la Constituante mais le noyau du plein emploi écologique, le plan « Sortir du pétrole » n'est pas en discussion alors qu'il est nettement insuffisant étant donné son financement dépendant du capital financier. Un inversement de l'ordre des points de programme à discuter, donnant la priorité aux cibles GES, serait utile mais l'essentiel demeure des interventions pertinentes tirant quelque peu l'élastique. Ceci dit, rien n'empêche une instance locale ou régionale de tenter faire une nouvelle proposition. Je n'insiste pas sur le temps qui sera consacré aux statuts dont l'allure générale des modifications rétrécit la démocratie interne (congrès à tous les deux ans et non un an, délégation réduite pour les circonscriptions nombreuses, contrôle accru des collectifs déjà sans droit de représentation, renforcement de la « coordination » de la direction nationale).